

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 1^{ER} AU 7 NOVEMBRE 2025

NUMÉRO 6

PRÈS DE 2 000 RETRAITÉS
MANIFESTENT CONTRE LA
LOI DE FINANCES

A LIMOGES, LA SOCIÉTÉ
CERINNOV CHERCHE
UN REPRENTEUR

LES SYNDICATS POLICIERS
DEMANDENT DES MOYENS

DES AGENTS MUNICIPAUX
ET LE MAIRE D'AMBARÈS
VICTIMES DE RACISME

CONDAMNÉE POUR DES
ENTORSES AU DROIT
DU TRAVAIL, NSDP EN APPEL

DES DEMANDEURS D'EMPLOI FONDENT UNE ENTREPRISE ÉPHÉMÈRE

Cinquante-neuf demandeurs d'emploi ont lancé mardi une « Entreprise Éphémère » à Angoulême, dispositif insolite qui fonctionnera jusqu'au 18 décembre.

Organisés en cinq services et encadrés par trois coaches, ils vont prospecter des entreprises charentaises pour décrocher un emploi, tout en bénéficiant de formation et de suivi.

Le projet, baptisé « La bulle emplois », est financé par Coveris, Conforama, France Travail et la Ville d'Angoulême. Une entreprise identique devait être lancée à Pessac, en Gironde, sur la même période, avec 60 demandeurs d'emploi.

Selon les expériences similaires, 60 à 70 % des participants retrouvent un emploi dans les six mois.

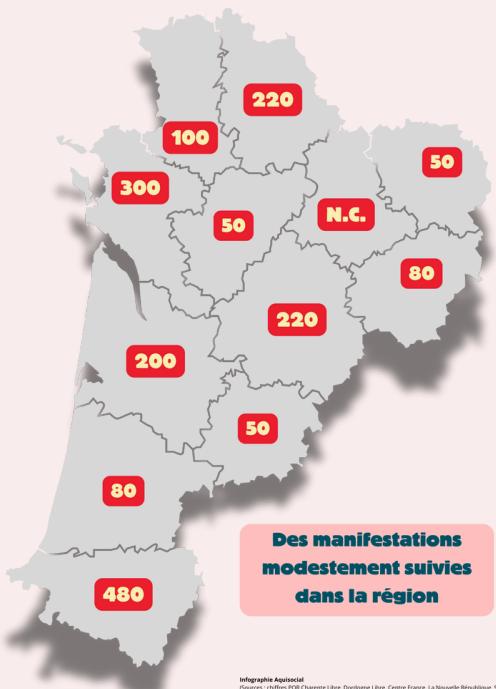
(SOURCES : Charente Libre, 05/11/2025, p. 3 ; <https://entreprises-ephemeres.fr/>)





REVENDICATIONS

LA MOBILISATION DES RETRAITÉS



Environ 2 000 retraités se sont mobilisés hier dans presque tous les départements de Nouvelle-Aquitaine pour dénoncer le projet de loi de finances et le budget de la Sécurité sociale 2026, pointant gel des pensions, doublement des franchises médicales et suppression de l'abattement fiscal. À **Bordeaux**, 200 personnes sont allées à la rencontre du député Renaissances. À **Poitiers**, une centaine de manifestants ont rencontré un représentant du préfet pour exprimer leurs inquiétudes sur la santé et le pouvoir d'achat. À **Châtellerault**, ils étaient 120 et ont remis une motion au député. À **Angoulême**, 50 retraités ont dénoncé la mise en péril des soins. À **Pau**, 180 personnes ont défilé "contre l'austérité", tandis qu'à **Tulle**, 80 manifestants ont protesté pour la justice fiscale. En **Dordogne**, 120 personnes étaient à Périgueux, 100 à Bergerac. En **Charente-Maritime**, environ 300 personnes se sont réunies, notamment à Rochefort, Saintes et La Rochelle. Dans le **Lot-et-Garonne**, 50 retraités ont manifesté à Agen, et au **Pays Basque**, 300 dans les rues de Bayonne. Dans les **Landes**, ils étaient 80 et dans les **Deux-Sèvres**, une centaine. À **Guéret**, enfin, une cinquantaine de retraités ont dénoncé les mesures prévues.

SOURCES

Charente Libre, p. 4 ; Dordogne Libre, p. 10 ; sud ouest.fr ; Sud Ouest Charente-Maritime, p. 14, Lot-et-Garonne, p. 15, Pays Basque, p. 13 ; Ici Creuse, en ligne ; La Montagne édition de la Corrèze, p. 5 ; La Nouvelle République, p. 7 ; La République des Pyrénées, p. 5 ; éditions du 05/11/2025

VIENNE / PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LES POLICIERS TOUJOURS EN QUÊTE DE DAVANTAGE DE MOYENS POUR TRAVAILLER

Les syndicats Alliance et Unité ont mobilisé ce mardi près de 25 enquêteurs du Service interdépartemental de police judiciaire de Poitiers, pour dénoncer un manque chronique d'effectifs et des outils obsolètes. Selon eux, la surcharge de dossiers, notamment de violences intrafamiliales, place les policiers sous stress et explique certains drames récents, comme le féminicide d'Inès en septembre. Les syndicats annoncent une action prolongée : seules les enquêtes urgentes seront traitées, le reste des procédures est suspendu jusqu'à épuisement du portefeuille.

A Pau, après deux fusillades en deux semaines, dont la dernière vendredi passé, les syndicats de police Unité et Unsa Police tirent la sonnette d'alarme. Ils dénoncent une recrudescence d'actes violents en lien, disent-ils, avec des trafics de stupéfiants et réclament des renforts.

SOURCE La Nouvelle République
05/11/2025, p. 5

La République des Pyrénées, 03/11/2025, p. 4

Le syndicat pénitentiaire CGT dénonce les provocations d'un détenu transféré de la prison de Mont-de-Marsan à celle de Pau à la mi-septembre. L'homme, déjà auteur de nombreux incidents, aurait agressé deux surveillants mardi 28 et mercredi 29 octobre, provoquant cinq jours d'ITT pour l'un d'eux. Deux plaintes ont été déposées. Le syndicat réclame son transfert et alerte à nouveau sur la surpopulation carcérale, toujours marquée par une vingtaine de matelas au sol malgré une légère amélioration.

SOURCE

La République des Pyrénées,
04/11/2025, p. 4

Varions les sources



**Envoyez-nous
vos communiqués**

info@aquisocial.fr



REVENDICATIONS

GIRONDE

AUTO-ÉCOLES ET INSPECTEURS DU PERMIS REPRENENT LA ROUTE DE LA CONTESTATION

Auto-écoles et inspecteurs du permis de conduire ont manifesté lundi, au ralenti entre Mérignac et Bordeaux, pour dénoncer la pénurie de places d'examen et réclamer davantage d'effectifs. En Gironde, deux inspecteurs supplémentaires suffiraient, selon le syndicat FO. Le délai d'attente atteint désormais 90 jours contre 42 en 2019. Une délégation a été reçue en préfecture, avec la promesse d'un nouveau rendez-vous avant les fêtes. Ce mouvement fait écho à ceux déjà observés depuis fin septembre dans la région.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
04/11/2025, p. 12

DEUX-SÈVRES

LES SYNDICATS DE TANLIB SE MOBILISENT POUR DES PARCOURS MIEUX ADAPTÉS

Un préavis de grève a été déposé par les syndicats SNTU-CFDT, CGT et Unsa pour ce jeudi 6 novembre sur le réseau de bus Tanlib de Niort. Les conducteurs dénoncent des temps de parcours mal adaptés et des risques psychosociaux.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 06/11/2025, en ligne.

CHARENTE

LES RADILOGUES CHARENTAIS DÉNONCENT LA BAISSE DES FORFAITS D'IMAGERIE LOURDE

Les radiologues charentais rejoignent la mobilisation nationale contre la baisse de 15 % des forfaits techniques d'imagerie lourde, entrée en vigueur mercredi 5 novembre. Ils dénoncent une décision unilatérale de la Cnam, jugée économiquement dangereuse. Si une grève est prévue lundi 10 novembre, les cabinets de Soyaux et Cognac resteront ouverts pour ne pas allonger les délais déjà importants : jusqu'à un an pour une mammographie de dépistage. En quinze ans, la Charente a perdu 60 % de radiologues libéraux.

SOURCE

Charente Libre,
06/11/2025, p. 4

EN RÉGION

ILS SE SENTENT MENACÉS PAR LE PROJET DE LOI DE FINANCES

• Les professionnels de la vape

Une centaine de professionnels de la vape ont manifesté, mardi à **Bordeaux**, contre l'article 23 du projet de loi de finances 2026. Ils dénoncent l'interdiction de la vente en ligne et l'assimilation à des bureaux de tabac, mesures qui mettraient en péril 20 000 emplois. D'autres mobilisations sont prévues en France.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
05/11/2025, p. 15

• Les radios associatives

Une réduction de 44 % du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER) prévue dans le projet de loi de finances 2026 inquiète les radios associatives de la **Vienne** et des **Deux-Sèvres**. D'après le président de la Fédération Charentes-Poitou, cette coupe de 16 millions d'euros mettrait en péril des structures comme Radio Gâtine à Parthenay (Deux-Sèvres), Styl'FM à Neuville-de-Poitou ou RCF Poitou. Dans la Creuse, À Guéret, cette coupe représenterait près de 30 000 euros de pertes, soit la suppression d'un poste et la remise en cause d'ateliers d'éducation aux médias. À Meymac, Radio Vassivière estime que 70 % de son budget provient du FSER et craint devoir se résoudre à des licenciements. Plusieurs élus locaux se mobilisent déjà pour tenter d'éviter une casse sociale.

SOURCE

La Nouvelle République, Vienne, 03/11/2025, p. 3
La Montagne, Creuse, 07/11/2025, p. 5

• Les missions locales

Le projet de loi de finances prévoit une réduction de 13 % des crédits alloués aux missions locales. Au **Pays Basque**, cette coupe budgétaire pourrait entraîner la suppression de cinq emplois et la fermeture de certaines des 32 permanences, qui accompagnent chaque année près de 4 000 jeunes. Leur directrice alerte sur l'impact social d'une telle mesure, alors que le nombre de jeunes en difficulté et de situations de handicap augmente. Une pétition nationale a été lancée avec le soutien des élus locaux.

SOURCE

Ici Pays Basque,
06/11/2025, en ligne.

REVENDICATIONS

CHARENTE

LE CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE DE LA CHARENTE DANS LA TOURMENTE

Le personnel du centre départemental de l'enfance Leclerc-Chauvin d'Angoulême était en grève lundi, pour dénoncer l'épuisement du personnel, la banalisation de la violence et le manque de moyens. Selon la CGT, près de la moitié des 96 agents sont contractuels et de nombreux postes sont pourvus par des intérimaires non qualifiés. Les salariés réclament une prime de risque et un meilleur encadrement. Ils jugent la direction peu à l'écoute, tandis que l'instabilité du personnel aurait des répercussions sur les enfants accueillis, souvent placés bien au-delà des durées prévues.

SOURCE Charente Libre,
04/11/2025, p. 3

GIRONDE

DES MILITANTS MANIFESTENT PENDANT L'AUDITION DU SECRÉTAIRE DU SNES-FSU

Plusieurs dizaines de militants se sont rassemblés mardi matin devant le commissariat de police de Bordeaux. Ils protestaient contre l'audition, au même moment, du co-secrétaire départemental du SNES-FSU, convoqué pour ne pas avoir déclaré la manifestation du 8 octobre dernier dans la capitale girondine en faveur de la cause palestinienne. Mesure visant selon eux à étouffer le mouvement.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo,
05/11/2025, p. 16 b

ILS FONT LA « GRÈVE DU CHÔMAGE » POUR DÉNONCER LA BAISSE DES CRÉDITS

Hier, les salariés et bénévoles du dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée ont organisé une "grève du chômage" à Bordeaux pour alerter sur les baisses de crédits prévues en 2026. Portée localement par l'association La Fourmilière, qui emploie déjà 32 anciens chômeurs de longue durée, l'expérimentation risque de geler ses embauches faute de budget suffisant.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo,
07/11/2025, p. 20 d

Un tiers des salariés de la région sont en Gironde, 85 % de l'actu sociale s'écrit dans les autres départements

AQUISOCIAL
vous permet d'**élargir votre horizon**

VIENNE

DISPARITION DU FONDATEUR DE L'UNION CGT DE LA MÉTALLURGIE DE LA VIENNE

Figure de la CGT à Châtellerault, Frédéric Martin est décédé vendredi dernier à l'âge de 62 ans, des suites d'une maladie. Ancien secrétaire général de l'Union locale de la ville de 2004 à 2012, il avait fait toute sa carrière chez Safran Aircraft Engines, où il était entré comme apprenti en 1978. Militant de longue date, il était le fondateur de l'Union syndicale CGT des travailleurs de la métallurgie de la Vienne.

SOURCE La Nouvelle République, édition de la Vienne,
04/11/2025, p. 13

DEUX-SÈVRES

BERNARD QUINTREAU, L'ANCIEN SECRÉTAIRE RÉGIONAL DE LA CFDT, EST DÉCÉDÉ

Bernard Quintreau, militant syndical de premier plan dans le Mellois et les Deux-Sèvres, est décédé à l'âge de 83 ans. Né en 1942 à Marseille, il avait grandi à Niort puis professeur d'histoire au lycée Jean-Macé avant de devenir un responsable majeur du SGEN-CFDT, secrétaire régional de la CFDT, chargé de l'emploi et de la formation. Membre du Ceser de Poitou-Charentes à partir de 1985, il a aussi siégé au Conseil économique, social et environnemental national, où il avait présidé la section du cadre de vie. Officier de la Légion d'honneur, il avait créé en 2007 le comité de bassin d'emploi de Melle.

SOURCE La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres,
07/11/2025, en ligne

REVENDICATIONS

CHARENTE-MARITIME

SUD SANTÉ MANIFESTE À LA ROCHELLE CONTRE DES SUPPRESSIONS DE SERVICES

Le syndicat SUD Santé s'inquiète des effets cumulés du projet de loi de financement de la Sécurité sociale et de la fusion des hôpitaux de La Rochelle et Rochefort.

Lors d'un rassemblement hier, les manifestants ont dénoncé la suppression annoncée de services en doublon, synonyme selon eux de fermetures de lits et de pertes d'emplois.

Cinq postes d'aides-soignantes devraient disparaître début 2026 dans l'unité de médecine gériatrique.

Les contractuels sont les premiers touchés.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
07/11/2025, p. 18

CORRÈZE

LA CR APPELLE AU BOYCOTT DU PARC DE MILLEVACHES, ACCUSÉ DE SOUTENIR LE LOUP

La Coordination rurale de la Corrèze appelle les maires des 124 communes du Parc naturel régional (PNR) de Millevaches à en sortir, accusant le parc de « soutenir le loup au détriment des éleveurs ». Son président évoque des attaques répétées.

Le président du PNR conteste et rappelle que 2,3 millions d'euros sont consacrés chaque année à l'agriculture, notamment pour aider les éleveurs à protéger leurs troupeaux.

SOURCE

La Montagne, édition de la Corrèze,
04/11/2025, p. 6

Plus de 100 revendications par mois paraissent sur AQUISOCIAL



AVOCATS
Spécialistes du droit du travail?

FAITES LE SAVOIR ICI

PUB@AQUISOCIAL.FR

DORDOGNE

200 PERSONNES PROTESTENT CONTRE LE PROJET DE CARRIÈRE DE QUARTZ DE RAZAC-D'EYMET

Environ 200 personnes ont manifesté samedi à Thiviers, en Dordogne, contre le projet de carrière de quartz porté par la société Imerys à Razac-d'Eymet. L'association Sauvegardons Razac et le bassin de la Côle, à l'origine du rassemblement, dénonce un risque environnemental majeur pour le Périgord vert et réclame une concertation locale. Avec le soutien de l'organisation environnementale Sepanso Dordogne, elle a déposé un recours contentieux devant le tribunal administratif pour tenter de bloquer le projet.

SOURCE

Dordogne Libre,
03/11/2025, p. 8

DEUX-SÈVRES

LES AGENTS DU BOCAGE BRESSUIRAIS MOBILISÉS CONTRE UN RISQUE DE PRÉCARISATION

Les agents de l'Agglomération du Bocage bressuirais ont manifesté ce mardi devant le siège de l'Agglo2B, à Bressuire, dans les Deux-Sèvres, pour contester les montants de participation proposés par les élus pour leurs contrats de prévoyance et complémentaire santé. Selon les syndicats CFDT et CGT, la contribution de l'employeur, actuellement fixée à 16 € pour le maintien de salaire, reste insuffisante face à l'augmentation des cotisations, et pourrait précariser les agents à temps partiel.

Les représentants réclamaient au minimum 40 €, avant le vote du conseil communautaire sur ce sujet.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, en ligne.



ET SI VOUS DONNIEZ
DE LA VISIBILITE
A VOS ACTIONS ?

PUB@AQUISOCIAL.FR



DROIT DU TRAVAIL

HAUTE-VIENNE

DÉJÀ CONDAMNÉE POUR DIVERSES ENTORSES AU DROIT DU TRAVAIL, NSDP EN APPEL

Le procès en appel de la société de désamiantage NSDP de Feytiat (Haute-Vienne) s'est ouvert lundi devant la cour d'appel de Limoges, après une première condamnation en 2024. L'entreprise et plusieurs responsables sont rejugés pour mise en danger de la vie d'autrui, harcèlement et faux. En première instance, la société avait écopé de 75.000 € d'amende, sa dirigeante de 30.000 €, assortis d'un sursis probatoire et d'une interdiction de gérer cinq ans. Le procès, prévu sur cinq jours, a débuté dans un contexte tendu : NSDP est désormais en liquidation judiciaire. Au deuxième jour, anciens salariés et ingénierie de l'inspection du travail ont détaillé les manquements de l'entreprise, défavorablement connue des services. Masques non portés, douches de décontamination non respectées, registres falsifiés : les témoins ont décrit des conditions de travail dangereuses.

SOURCE

Le Populaire du Centre, 04/11/2025, p. 4
Le Populaire du Centre, 05/11/2025, p. 4

LANDES

ONDRES NE GARDE QUE DEUX SALARIÉS DU CAMPING : LES DIX AUTRES SAISISSENT LA JUSTICE

La reprise en gestion directe du camping municipal Blue Océan par la mairie d'Ondres, dans les Landes, s'est traduite par la perte d'emploi de dix des douze salariés. La Ville n'a conservé que deux agents, estimant que les autres travaillaient aussi pour d'autres structures de l'ancien délégataire, la SARL Dauga Frères. Vendredi dernier, les employés, soutenus par leur ex-directeur et par la CFDT, ont annoncé leur intention de contester cette décision devant le conseil des prud'hommes.

SOURCE

Sud Ouest Landes, 03/11/2025, p. 12-13

Aux prud'hommes, en correctionnelle, en appel ou au tribunal administratif,

AQUISOCIAL
se fait l'écho
de la justice sociale



ACCORDS

LANDES

LES HEURES SUPP DE L'ADAPEI NE SERONT PLUS MAJORÉES À PARTIR DE L'AN PROCHAIN...

Un avenant n°2 à l'accord collectif sur l'aménagement et la réduction du temps de travail a été signé le 21 octobre entre l'Adapei des Landes et les syndicats CFDT, CGT et CFE-CGC. Il modifie la gestion des heures supplémentaires pour le Territoire Travail : elles seront désormais récupérées sans majoration en temps. Si le salarié n'a pas pu les prendre à la fin de l'année civile, elles seront payées avec un supplément, comme dans les autres établissements de l'Adapei. Cette mesure, qui entre en vigueur le 1er janvier 2026, vise à harmoniser le traitement des heures supplémentaires tout en maintenant un équilibre entre flexibilité pour l'employeur et compensation pour le personnel.

SOURCE

Aquisocial



[Le texte de l'accord](#)

... À L'EXCEPTION DE CELLES EFFECTUÉES DANS LE CADRE DE REMPLACEMENTS

L'Adapei des Landes a également signé un accord d'entreprise sur les heures supplémentaires pour remplacements, applicable dès le 1^{er} janvier 2026. Les salariés volontaires pour remplacer un collègue absent (maladie ou repos) pourront effectuer jusqu'à 12 h par jour et 48 h par semaine, dans le respect des durées légales. Ces heures seront payées immédiatement le mois suivant et majorées de 25 %, sans récupération.

SOURCE

Aquisocial



[Le texte de l'accord](#)

**DU LUNDI AU VENDREDI,
AU JOUR LE JOUR
SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR**



EMPLOI & FORMATION

DORDOGNE

LE CLUB D'ENTREPRISES PÉRI-OUEST SE POSITIONNE POUR L'INCLUSION DES JEUNES

Lundi, une trentaine de salariés du club d'entreprises Péri-Ouest se sont réunis au lycée professionnel Léonard-de-Vinci de Périgueux pour échanger sur l'inclusion des jeunes en situation de handicap dans le monde du travail. Le lycée accueille trente élèves suivis par la MDPH, dont la moitié en classe Ulis. Les intervenants ont appelé les entreprises à s'engager davantage dans les stages et partenariats pour favoriser l'autonomie et l'insertion professionnelle de ces jeunes.

SOURCE

Dordogne Libre,
06/11/2025, p. 4

L'OFFRE DE FORMATION ET D'EMPLOIS JUGÉE INSUFFISANTE À PÉRIGUEUX

Un sondage Ifop, réalisé fin septembre pour le compte du quotidien Sud Ouest, montre l'agglomération de Périgueux attractive pour les jeunes adultes mais handicapée par une offre de formation et un nombre d'emplois jugés insuffisants. 61 % des sondés (un échantillon de 500 personnes) estiment que le portefeuille de formations n'est pas suffisamment étayé et pousse les apprentis à partir, tandis que 76 % jugent le marché de l'emploi trop limité pour garder durablement les jeunes talents.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne,
06/11/2025, p. 16c



PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LES GARAGISTES CROULENT SOUS LES RÉPARATIONS ET REPASSENT AUX 39 HEURES

Les garagistes des Pyrénées-Atlantiques croulent sous les réparations, en hausse de 20 à 30 % depuis le Covid. À Lescar, certains ateliers travaillent déjà aux 39 heures et forment eux-mêmes leurs apprentis pour suivre le rythme. Avec un parc automobile vieillissant (plus de 11,5 ans en moyenne) et des prix de véhicules neufs en forte hausse, les automobilistes font durer leurs voitures.

SOURCE

La République des Pyrénées, 06/11/2025, p. 2-3

GIRONDE

APRÈS LE PLAN SOCIAL, LES EX-SALARIÉS DES GIRONDINS DE BORDEAUX TENTENT DE REBONDIR

Un an après la fermeture du club bordelais, les 82 salariés concernés par le plan social ont traversé le choc. Certains ont retrouvé un emploi rapidement, d'autres passent par la formation ou cherchent encore, surtout ceux âgés de plus de 40 ans.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, Sports, p. 21
re, 05/11/2025, p. 3

VIENNE

E. LECLERC CRÉE HUIT EMPLOIS POUR SON NOUVEAU DRIVE DE POITIERS

L'enseigne E. Leclerc vient de recruter huit personnes pour s'occuper du nouveau drive de Poitiers. Le point de vente de huit pistes est situé à 500 mètres de l'hypermarché de Buxerolles, dont les clients sollicitaient l'ouverture de ce service. L'activité a démarré ce mercredi.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
06/11/2025, p. 13



**IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR**



EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

103 465

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr



EN RÉGION

1 000 POSTES À POURVOIR EN CETTE SEMAINE DE L'AGROALIMENTAIRE

La filière agroalimentaire néo-aquitaine cherche à recruter : près d'un millier de postes sont actuellement à pourvoir, selon France Travail. À l'occasion de la Semaine de l'emploi agroalimentaire, jusqu'à ce vendredi, les entreprises ouvrent leurs portes pour attirer jeunes, seniors ou personnes en reconversion vers des emplois de proximité et durables.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
05/11/2025, p. 6

CREUSE

LA NUIT DE L'ORIENTATION MONTE EN PUISSANCE À GUÉRET

Mardi, la 5^e édition de la Nuit de l'orientation, couplée pour la première fois au Forum de l'industrie, a réuni pas loin d'un millier de participants à Guéret, soit le double de l'an passé. Collégiens, demandeurs d'emploi et personnes en reconversion ont pu rencontrer une centaine de professionnels répartis sur 80 stands, de la gendarmerie à la restauration. Vingt entreprises locales, dont Noz et Dagard, participaient également à ce rendez-vous organisé par la CCI de la Creuse, qui sera reconduit l'an prochain.

SOURCE

La Montagne, édition de la Creuse,
06/11/2025, p. 9

CHARENTE

L'ÉCOLE DE PILOTAGE D'AIRBUS S'ENVOLE VERS LE PORTUGAL, LE TERRITOIRE DÉSEMPARÉ

Airbus a confirmé la fin de ses formations pour pilotes de ligne à Champniers, en Charente, ouvertes depuis 2019. Le groupe transfère l'activité au Portugal via un partenariat avec la compagnie Sevenair, évoquant des conditions plus favorables. Sur place, les effectifs fondent : six instructeurs subsistent sur vingt, la cantine a fermé jeudi 31 octobre, et les élus dénoncent une désertion progressive. Interrogés par le quotidien Charente Libre, la présidente du syndicat mixte du Syndicat mixte des aéroports de Charente (SMAC), et le sénateur François Bonneau regrettent un départ après d'importants investissements publics, estimés à 4,5 millions d'euros. Airbus avait pourtant promis une reconversion de l'école vers la formation de pilotes militaires.

SOURCE

Charente Libre,
07/11/2025, p. 5

CORRÈZE

L'AÉRODROME D'USSEL, BICHONNÉ PAR LA COLLECTIVITÉ POUR SON APPORT ÉCONOMIQUE

L'aérodrome d'Ussel-Thalamy est considéré comme un levier de développement économique et touristique pour la Haute-Corrèze. Selon la directrice adjointe de Haute-Corrèze Communauté, la plateforme favorise l'activité locale, du tourisme d'affaires aux déplacements militaires. HCC y consacre chaque année plusieurs dizaines de milliers d'euros. La réhabilitation des hangars de 1938 est d'ailleurs prévue en début d'année prochaine pour 40 000 €. Ces quatre dernières années, 76 000 € ont été investis pour l'entretien et la modernisation des infrastructures.

SOURCE

La Montagne, édition de la Corrèze
, 03/11/2025 p. 11

Chaque semaine ici



TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



PLANS & CESSIONS

GIRONDE

LES DIFFICULTÉS SE MULTIPLIENT DANS LE VIGNOBLE ET POUSSENT À CERTAINS DÉBORDEMENTS

Selon le cabinet Altares, leader de la donnée b2b cité par le quotidien Sud Ouest, 103 entreprises viticoles girondines étaient concernées par une procédure collective (sauvegarde, redressement ou liquidation) au 23 octobre dernier, contre 81 en 2024 et une vingtaine seulement avant 2023. Près de la moitié des défaillances viticoles françaises touchent le département. Un quart relève de sauvegardes, soit un taux douze fois supérieur à la moyenne nationale, signe de la gravité d'une crise qui pousse certains viticulteurs à vendre leur vin à prix cassés.

Une mesure d'urgence qui ne passe pas : plusieurs raids ont été menés dans le secteur pour vider des cuves, dans l'idée d'empêcher ces braderies et de préserver les cours.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
04/11/2025, p. 5

LOT-ET-GARONNE

LE CENTRE HOSPITALIER DE MARMANDE-TONNEINS ATTEND TOUJOURS UNE DIRECTION

Plus de deux mois après le départ à la retraite de son directeur, le Centre hospitalier intercommunal de Marmande-Tonneins, en Lot-et-Garonne, attend toujours la publication d'une offre de poste pour le remplacer. L'intérim est assuré depuis fin août par le directeur adjoint. Le maire de Marmande plaide pour un directeur autonome et s'oppose à une éventuelle direction commune avec Agen. L'association "Urgences : accès aux soins pour tous" presse, elle, une nomination rapide afin de stabiliser un établissement déjà fragilisé par la pénurie médicale.

SOURCE

Sud Ouest, Lot-et-Garonne,
06/11/2025, p. 16

TOUS LES FORMATS SONT POSSIBLES. JUSQU'AU A4

PASSEZ VOTRE
ANNONCE
PUB@AQUISOCIAL.FR



HAUTE-VIENNE

CERINNOV CHERCHE UN REPRENEUR POUR SAUVER SES 95 EMPLOIS

Le groupe Cerinnov, basé à Limoges et spécialisé dans les équipements pour l'industrie de la céramique et du verre, lance un appel à repreneurs ou investisseurs pour assurer la continuité de son activité industrielle et sauvegarder ses emplois. La date limite pour les candidatures est fixée au 12 novembre.

Cette démarche fait suite à un contexte économique difficile et à des impayés importants, qui avaient conduit la société et sa filiale à se placer sous redressement judiciaire en septembre. Cerinnov emploie 95 salariés. En bourse, la cotation de la PME (2,5 millions d'euros de capitalisation) est suspendue depuis le 16 juin dernier. Le cours s'est effondré de près de 95 % depuis l'introduction.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
05/11/2025, p. 5

CHARENTE

LE CARROSSIER CARAVI RACHETÉ PAR UN ENTREPRENEUR VOISIN, HUIT SALARIÉS CONSERVÉS

Le carrossier Caravi, spécialisé dans la fabrication de magasins ambulants et de food trucks à Roullet-Saint-Estèphe (Charente), a été repris à la barre du tribunal de commerce par Sébastien Morales, dirigeant du garage Renault voisin.

L'entreprise, liquidée le 16 octobre, était en difficulté après deux exercices déficitaires. Huit des douze salariés sont repris. Le nouveau dirigeant veut relancer l'activité en s'appuyant notamment sur la synergie avec ses autres sociétés, dont le sellier Vergeau d'Angoulême.

SOURCE

Charente Libre,
04/11/2025, p. 4



PLANS & CESSIONS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LA FILIÈRE DU PIMENT D'ESPELETTE FRAGILISÉE PAR UNE RÉCOLTE EN BAISSE

La récolte, cette année, du piment d'Espelette souffre des fortes chaleurs estivales et d'un champignon, entraînant des pertes sur certaines parcelles exposées au soleil. Le syndicat du piment signale une baisse du nombre de producteurs, tombé à 187 cette année, et un rendement réduit à moins de 200 tonnes de poudre en 2024 contre près de 300 il y a trois ans. La filière reste toutefois soutenue par une consommation stable.

SOURCE

Sud Ouest Béarn & Soule,
04/11/2025, p. 11

CHARENTE

LA MÉTALLURGIE S'INQUIÈTE DE BAISSES DE COMMANDES JUSQU'À -40 %

Lors de son assemblée générale, jeudi 6 novembre à Soyaux, en Charente, l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) du département a dressé un constat inquiétant : la situation devient critique pour le secteur. Le président évoque des carnets de commandes en chute de 10 à 40 % selon les entreprises, un gel des investissements et une forte incertitude pour 2026. Instabilité politique nationale, crises internationales et concurrence étrangère en sont les causes. Le syndicat appelle à privilégier la coopération locale.

SOURCE

Charente Libre, 07/11/2025, p. 4

UNE QUINZAINE DE COMMUNES POURRAIENT MUTUALISER LEUR POLICE

Le conseil municipal de Segonzac, en Charente, a voté à l'unanimité, mercredi 29 octobre, un accord de principe pour créer une police municipale pluricommunale. Le projet concerne une quinzaine de communes de Grande Champagne. Il vise à mutualiser les moyens pour renforcer la sécurité et réduire les inégalités territoriales. Les communes doivent se prononcer avant fin novembre, pour une possible mise en place au second semestre 2026.

SOURCE

Charente Libre, 06/11/2025, p. 21

GIRONDE

L'ENTREPRISE ADEMEURE CHERCHE À ÊTRE REPRISE À LANGON

L'entreprise Ademeure de Langon, en Gironde, spécialisée dans la construction de maisons modulaires en ossature bois, est en redressement judiciaire depuis un mois. Elle espère trouver un repreneur avant hier. Les 31 salariés actuels poursuivent leur activité et leurs emplois ne seraient pas menacés pour l'instant. Le carnet de commandes, boosté par la production de maisons de jardin, pourrait constituer un atout pour le futur repreneur.

SOURCE

Sud Ouest Sud Gironde, 05/11/2025, p. 15

UNE INDEMNITÉ SUPRALÉGALE DE 60 000 € POUR LES SALARIÉS DE CEREXAGRIS À BASSENS

La fermeture du site Cerexagri de Bassens, en Gironde, actée depuis mai, a donné lieu mercredi passé 29 octobre à un accord entre la direction et les syndicats sur les conditions de départ des 37 salariés. Tous les représentants du personnel (CGT, SUD, FO, CFDT) ont validé une indemnité supralégale d'environ 60 000 euros, assortie d'un congé de reclassement de huit à dix mois, du maintien de la mutuelle et d'aides à la formation ou à la création d'entreprise. Selon le représentant du personnel, 80 % du personnel a approuvé ce plan, qui met fin à cinq mois de négociations tendues.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 03/11/2025, p. 17

LES LIVREURS APPELÉS À DE NOUVELLES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS BORDEAUX

Depuis jeudi passé, les dérogations permettant de livrer en dehors du créneau 6 h-11 h dans les zones piétonnes du centre de Bordeaux sont supprimées, incitant les livreurs à de nouvelles pratiques. La mairie veut inciter les professionnels à adopter des modes de livraison décarbonés, comme la cyclologistique, seule désormais autorisée au-delà du créneau. Une trentaine d'entreprises bénéficient d'un sursis jusqu'au 15 janvier 2026, le temps de présenter un plan de réduction des trajets motorisés.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 06/11/2025, p. 16f



INVESTISSEMENTS

CORRÈZE

LA SOCOPA INVESTIT 650 000 € À BRIVE POUR BOOSTER SA CROISSANCE D'ICI À 2028

La Socopa, spécialisée dans la restauration du patrimoine bâti, a inauguré un nouvel atelier à Brive-la-Gaillarde. La société aux 40 salariés y a installé une débiteuse et un fil diamanté pour accroître la production et la précision des travaux sur monuments historiques. L'investissement de 650 000 €, dont 25 % soutenu par la Région Nouvelle-Aquitaine et 5 % par l'Agglomération de Brive, devrait permettre à Socopa de booster son activité de taille de pierre d'un quart d'ici à 2028.

SOURCE La Montagne, édition de la Corrèze, 05/11/2025, p. 6

SUIVEZ NOUS SUR LES RÉSEAUX



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

UV Germi Matériels industriels UV	Saint-Viance (19)	2,90€	50,26%
Ashler & Manson Courtier en assurance	Bordeaux (33)	3,20€	6,67%
Groupe Gascogne Papier, emballage, bois	Mimizan (40)	2,58€	4,03%
Oeneo Vitivinicole	Cognac (16)	9,26€	0,22%

...vendent

Europlasma Trait. des déchets dangereux	Morcenx (40)	0,51€	-32,00%
Valbiotis Santé	Périgny (17)	0,60€	-17,81%
Legrand Équipement électrique	Limoges (87)	129,25€	-12,99%
Rougier Exploitation et travail du bois	Niort (79)	15,30€	-8,38%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre. Nous suivons 26 entreprises dans neuf des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de 1 million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

SOURCE Infographie AquiSocial / Google Finance / Euronext

CHARENTE-MARITIME

A LA ROCHELLE, EMMANUEL MACRON NE SE MOUILLE GUÈRE POUR L'ÉOLIEN EN MER

Lors des Assises de l'économie de la mer à La Rochelle où il était très attendu sur le sujet, mardi, le président Emmanuel Macron s'est borné à annoncer que le gouvernement travaillait à relancer les projets éoliens oléronais après l'appel d'offres infructueux, sans donner de détails. Les acteurs du secteur soulignent que le prix de rachat de l'électricité et la complexité des procédures freinent les candidatures. Pour les représentants d'Ocean Winds et d'EDF, la filière reste viable mais nécessite une volonté politique forte et des délais réduits.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime, 05/11/2025, p. 12-13

- 3,23 %

...vendent (suite)

Eaux de Royan Distribution d'eau	Royan (17)	38,00€	-7,32%
Hunyvers Véhicules de loisirs	Limoges (87)	6,96€	-5,18%
Hydrogène de France Energie, hydrogène	Blanquefort (33)	4,06€	-5,14%
Fountaine Pajot Construction navale	La Rochelle (17)	101,00€	-4,90%
Aelis Farma Biotechnologie	Bordeaux (33)	1,10€	-4,35%
I2s Imagerie médicale	Pessac (33)	6,65€	-3,62%
Poujoulat Fabrication de cheminées	Niort (79)	7,30€	-3,44%
Lectra Technologie, logiciels	Cestas (33)	23,00€	-3,36%
Rémy-Cointreau Vins et spiritueux	Cognac (16)	42,54€	-2,83%
Arverne Géothermie	Pau (64)	4,98€	-2,35%
Fermentalg Biotechnologie	Libourne (33)	0,48€	-2,04%
Docks pétrol. d'Ambès Stockage pétrolier	Cestas (33)	920,00€	-1,60%
Mon courtier énergie Courtage en énergie	Bordeaux (33)	5,25€	-0,94%



INVESTISSEMENTS

CHARENTE-MARITIME

LES TRANSPORTEURS TESTENT UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ INVENTÉ PAR UN ROCHELAIS

Un entrepreneur de La Rochelle a conçu un dispositif lumineux permettant aux automobilistes de signaler les dangers sur la route sans quitter la circulation des yeux. Installé sur le tableau de bord, le boîtier baptisé RS-L (Road Safety Light) change de couleur selon le type de danger : vert (aucune alerte), rouge fixe (obstacle), rouge clignotant (danger mobile). Testé depuis la mi-octobre par des transporteurs et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), le système, conforme au Code de la route, sera vendu 25 € et présenté au concours Lépine.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
03/11/2025, p. 15

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA BIORAFFINERIE ET SES 50 EMPLOIS DÉMARRE BIENTÔT

Le projet Nacre, future bioraffinerie de deuxième génération à Lacq, dans les Pyrénées-Atlantiques, entre dans une phase clé avec l'ouverture de l'enquête publique, à partir du 21 novembre et jusqu'au 22 décembre. L'usine, qui utilisera principalement des rafles de maïs, mais aussi du bois et du miscanthus, vise une production de 30 000 tonnes de bioéthanol par an, ainsi que de lignine, biogaz et CO₂ renouvelable. Implantée sur la plateforme Induslacq, elle devrait employer une cinquantaine de personnes dès 2028 et nécessiter un investissement de 250 à 280 millions d'euros.

SOURCE

La République des Pyrénées, 05/11/2025,
p. 5

BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ TOUJOURS A QUI PARLER

PRÉSENTEZ VOS SOLUTIONS D'ÉPARGNE SALARIALE

PUB@AQUISOCIAL.FR

FAITS-DIVERS

DEUX-SÈVRES

IL MENACE DE SE FAIRE SAUTER DANS LA CASERNE DE GENDARMERIE DE MELLE

Un homme de 27 ans sera jugé le 1er décembre pour s'être introduit dans la caserne de gendarmerie de Melle (Deux-Sèvres), où il aurait proféré insultes et menaces, crient notamment une intention de se faire exploser. Déjà condamné treize fois, il est détenu depuis le 13 octobre.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 04/11/2025, en ligne.

CHARENTE

100 M³ DE DÉCHETS INDUSTRIELS PARTENT EN FUMÉE SUR LE SITE DE RECYCLAGE

Un incendie s'est déclaré samedi sur le site de recyclage Sirmet de Gond-Pontouvre, en Charente. Le feu a ravagé environ 100 m³ de déchets industriels, principalement d'électroménager. Une quarantaine de pompiers ont maîtrisé les flammes. L'incendie est resté contenu, sans impact sur l'environnement extérieur. Le site avait déjà connu des sinistres similaires en janvier 2024 et décembre 2021.

SOURCE

Charente Libre, 03/11/2025, p. 4

CHARENTE / GIRONDE

DEUX CANTINIÈRES DANS L'OEIL DE LA JUSTICE POUR DES MALTRAITANCES SUR ENFANTS

Des parents d'élèves ont mené, jeudi, une opération cantine morte à Tourriers, en Charente, pour dénoncer le comportement d'une cuisinière accusée de harcèlement et d'humiliations envers des enfants. Six plaintes ont été déposées à la gendarmerie, et des signalements adressés au 119 et au Département. La mairie, mise en cause pour son inaction, a placé un second agent en doublon et déployé des élus pour surveiller les repas. L'association nationale Mouv'Enfants, déjà mobilisée dans d'autres affaires de violences faites aux enfants, soutient désormais les familles. Elle appelle à la suspension immédiate de l'agente concernée. Cette affaire intervient alors qu'une ex cantinière du Libournais (Gironde) était jugée en appel lundi pour des violences sur enfants. Cette femme a de nouveau nié avoir frappé ou insulté des élèves de CE1 et CE2 lors de l'année scolaire 2023-2024. Condamnée en mars à un an de prison avec sursis pour violences, elle évoque toujours de simples jeux avec les enfants. Le parquet a requis la confirmation du jugement, estimant crédibles les témoignages des quatorze victimes présumées. La décision sera connue le 29 janvier.

SOURCE

Charente Libre, 07/11/2025, p. 3
Sud Ouest Bordeaux Agglo, 04/11/2025, p. 14

TOUS LES FORMATS SONT POSSIBLES, JUSQU'AU A4

PASSEZ VOTRE ANNONCE
PUB@AQUISOCIAL.FR



FAITS-DIVERS

GIRONDE**UN ENSEIGNANT CONDAMNÉ À DE LA PRISON AVEC SURSIS POUR VIOLENCE**

Un enseignant du lycée professionnel de l'Estuaire a été condamné mercredi par le tribunal judiciaire de Libourne à dix mois de prison avec sursis.

Le professeur, en poste depuis plus de trente ans, a été reconnu coupable de violences physiques et verbales sur plusieurs élèves entre septembre 2024 et mars 2025.

Les victimes, âgées de 15 ans, ont décrit un climat de peur et d'humiliation : claques, coups de pied, insultes et propos sexistes.

L'enseignant, qui minimisait les faits, est interdit définitivement d'exercer auprès de mineurs.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
07/11/2025, p. 14

DES AGENTS MUNICIPAUX ET LE MAIRE D'AMBARÈS CIBLÉS PAR UN MAIL RACISTE

Le maire socialiste d'Ambarès-et-Lagrave (Gironde) et deux agents municipaux ont été visés par un mail raciste et des menaces de mort, sur fond de projet de mosquée. L'auteur, interpellé, comparaîtra d'ici fin novembre.

La Ville a voté la protection fonctionnelle du maire, qui portera plainte pour diffamation contre une revue d'extrême droite.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
05/11/2025, p. 16 b

**DORDOGNE****LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE VISÉ PAR UNE ENQUÊTE POUR HARCÈLEMENT**

Le président de la Chambre d'agriculture de la Dordogne, Rémi Dumaure, est visé par une enquête du parquet de Tulle, en Corrèze, pour "harcèlement moral" et "menaces de destructions dangereuses pour les personnes". Selon la cellule d'investigation de Radio France, il aurait tenu, dans une conversation interne à la Coordination Rurale, des propos évoquant un mélange d'engrais et de carburant comme "solution" contre la direction nationale du syndicat. L'éleveur de volailles parle d'un appel à l'aide mal interprété, dans un contexte de tensions internes avant les élections des 18 et 19 novembre.

SOURCE

Ici Périgord,
07/11/2025, en ligne

PRISON : LA DÉPUTÉE DEMANDE UNE RÉCOMPENSE POUR LES SURVEILLANTS APRÈS L'INCENDIE

Les surveillants du centre de détention de Neuvic, en Dordogne, ont sauvé plusieurs détenus des flammes lors d'un incendie survenu lundi de la semaine dernière dans le bâtiment B de l'établissement pénitentiaire. La députée RN Nadine Lechon s'est rendue sur place vendredi 31 octobre pour leur apporter son soutien et réclamer une récompense officielle. L'incendiaire présumé nie les faits.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne,
05/11/2025, p. 13

**Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 07/11/2025**

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire,
paraît le vendredi

Relève du dépôt légal
de l'internet
(Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication :
Benoît Caurette
[\(b.caurette@aquisocial.fr\)](mailto:(b.caurette@aquisocial.fr))

*Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux.
Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un panorama structuré.
Chaque texte mentionne sa source originale.*

Retrouvez AQUISOCIAL sur tous vos écrans

